



Accueil | Monde | Crise russo-ukrainienne (direct) - Olaf Scholz demande à

Crise russo-ukrainienne (direct)

Olaf Scholz demande à la Russie de saisir les «offres de dialogue»

Les craintes d'une invasion russe de l'Ukraine s'intensifient. Suivez en direct l'actualité de ce nouveau bras de fer aux portes de l'Europe.

[Etonam Ahianyo](#), [AFP/ATS](#), [Auriane Page](#), [Sonia Imseng](#), [Arnaud Mitterpergher](#)

LIVE

15h59

Des renforts militaires allemands commencent à arriver en Lituanie

Les premiers renforts allemands ont commencé à arriver lundi en Lituanie, pays de l'Otan. Ce déploiement intervient dans un contexte de tensions régionales liées au renforcement des troupes russes autour de l'Ukraine.

Un avion de transport militaire avec à son

bord quelques dizaines des soldats allemands, sur les 350 promis récemment, est arrivé à Kaunas, deuxième ville du pays balte, a constaté un photographe de l'AFP.

L'Allemagne a déjà environ 550 soldats qui stationnent en Lituanie et y dirige le bataillon multinational de l'Otan. Les forces supplémentaires seront appuyées par 100 véhicules militaires, a déclaré aux journalistes le commandant du groupement tactique, Daniel Andrae.

«Nous sommes impatients de les intégrer dans le groupement tactique», a-t-il déclaré. «Pour moi, en tant que commandant, il est toujours bon d'obtenir des capacités et des forces supplémentaires (...) afin d'être prêt pour tout ce qui pourrait arriver», a-t-il ajouté.

15h48

Olaf Scholz demande à la Russie de saisir les «offres de dialogue»

Le chancelier allemand Olaf Scholz a exhorté lundi à Kiev la Russie à saisir les «offres de dialogue» destinées à aboutir à une désescalade de la crise ukrainienne.

«Les activités militaires de la Russie à la frontière ukrainienne ne sont pas compréhensibles. Il n'y a pas de motifs raisonnables pour un tel déploiement militaire. Et nous demandons à la Russie de saisir les offres de dialogue existantes», a déclaré Olaf Scholz lors d'une conférence de presse avec le président ukrai-

nien Volodymyr Zelensky, à la veille d'un dé-

placement à Moscou.



Le chancelier allemand Olaf Scholz (à gauche au premier plan) et le président ukrainien Volodymyr Zelensky

AFP

Le président ukrainien a affirmé de son côté qu'une appartenance de l'Ukraine à l'Otan «garantirait notre sécurité», une demande répétée des autorités ukrainiennes craignant une invasion militaire de la Russie. «Nous comprenons qu'une appartenance à l'Otan garantirait notre sécurité et notre souveraineté territoriale», a déclaré Volodymyr Zelensky.

Olaf Scholz a assuré que l'Allemagne allait poursuivre «avec détermination» son aide économique et son soutien à l'Ukraine. «Aucun pays au monde n'a soutenu financièrement l'Ukraine aussi fortement que l'Allemagne au cours des huit dernières années», a souligné le dirigeant.

«Face à l'influence étrangère, nous avons veillé à son autonomie et à sa résilience. Et je peux vous assurer que nous poursuivrons ce soutien avec la même détermination», a-t-il ajouté.

Moscou voit une «chance» de compromis avec les Occidentaux

La Russie a déclaré lundi qu'il existait une «chance» de régler la crise ukrainienne par la voie diplomatique, au moment où les Occidentaux craignent que les tensions ne dégénèrent en conflit armé.

«Existe-t-il une chance de trouver un accord avec nos partenaires sur les sujets-clés ou s'agit-il d'une tentative de nous entraîner dans des négociations sans fin ?», a fait mine de demander le président Vladimir Poutine au chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

«En tant que chef du ministère des Affaires étrangères, je dois dire qu'il y a toujours une chance», a répondu le ministre, dans un entretien avec Vladimir Poutine retransmis à la télévision.

Les occasions de dialoguer «ne sont pas épuisées, (mais) il ne faut pas qu'elles durent indéfiniment», a poursuivi Sergueï Lavrov, ajoutant que Moscou était «prêt à écouter des contre-propositions sérieuses», voire même de «continuer et élargir» ces opportunités.





Sergueï Lavrov et Vladimir Poutine

AFP

Ces déclarations interviennent à la veille d'un déplacement à Moscou du chancelier allemand Olaf Scholz, le dernier haut responsable européen en date à faire le déplacement pour tenter de désamorcer la crise ukrainienne.

Les pays occidentaux accusent la Russie d'avoir massé plus de 100'000 militaires aux frontières de l'Ukraine en prévision d'une invasion que les Etats-Unis décrivent comme imminente.

Moscou dément toute velléité belliqueuse, mais lie toute désescalade à une liste d'exigences, notamment l'assurance que l'Ukraine ne sera jamais membre de l'Otan, ce que Kiev et les Occidentaux jugent inacceptable. Plusieurs sessions de pourparlers ont lieu ces dernières semaines, mais elles n'ont pas permis de déboucher sur un compromis.

13h57

Boris Johnson demande à Vladimir Poutine de reculer du «précipice»

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a appelé lundi Vladimir Poutine à reculer du «précipice» en Ukraine, estimant la

situation «très très dangereuse» avec une invasion russe possible «dans les 48 heures à venir».

«La situation est très très dangereuse et difficile, nous sommes au bord du précipice, mais il est toujours temps pour le président Poutine de reculer», a estimé Boris Johnson sur les télévisions britanniques. «Nous appelons tout le monde au dialogue (...) pour éviter ce qui serait une erreur catastrophique», a-t-il ajouté.

341

Alors que Kiev a accusé Washington et Londres d'alarmisme concernant les risques d'intervention russe imminente, Boris Johnson assure que «les preuves sont très claires» : «Il y a quelque 130'000 soldats massés à la frontière ukrainienne et toute sorte d'autres signes montrant des préparatifs sérieux à une invasion».



Le premier ministre britannique Boris Johnson
AFP

«Les signes montrent, comme l'a dit le président (américain Joe) Biden, qu'au moins ils préparent quelque chose qui pourrait avoir lieu dans les 48 heures à venir», a-t-il affirmé. Le Royaume-Uni a conseillé vendredi à ses ressortissants d'immédiatement quitter

l'Ukraine par mesure de sécurité. Boris Johnson prévoit de se rendre à nouveau en Europe continentale vers la fin de la semaine, pour discuter avec les dirigeants des pays nordiques et baltes.

Il y a deux semaines, il était allé à Kiev apporter son soutien à l'Ukraine, à laquelle Londres a récemment livré, pour la première fois, des armes létales, des missiles antichars.

12h01

La Suisse déconseille à ses citoyens de se rendre en Ukraine

La Suisse organise le départ d'Ukraine des proches de collaborateurs de l'ambassade de Suisse à Kiev. Cette mesure concerne les personnes encore présentes dans le pays avec des enfants, a indiqué lundi, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Une grande partie des proches des collaborateurs de l'ambassade sont déjà partis d'Ukraine, selon le communiqué.

La Suisse renonce par ailleurs à appeler les citoyens helvétiques à quitter l'Ukraine, comme l'ont fait ce week-end des pays comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas. La Grande-Bretagne, l'Australie et les Etats-Unis avaient appelé auparavant déjà leurs ressortissants à partir.

La décision de quitter le pays est une décision individuelle des ressortissants suisses, écrit le

DFAE. Selon ses informations, 257 Suisses

vivent actuellement en Ukraine.

Depuis samedi, le DFAE déconseille toutefois les voyages touristiques et autres déplacements non urgents en Ukraine. Désormais, il rend attentif aux problèmes possibles au départ de l'Ukraine si les compagnies aériennes réduisent ou suspendent leurs vols.



L'ambassade suisse à Kiev reste ouverte. En période de tension, il est particulièrement important que les ressortissants suisses puissent s'adresser à elle, ajoute le DFAE.

10h57

Le G7 prêt à imposer des sanctions économiques aux «conséquences massives»

Les ministres des Finances du G7 ont assuré lundi, être prêts à imposer «dans un délai très court» des sanctions économiques et financières aux «conséquences massives et immédiates sur l'économie russe», en cas d'agression militaire contre l'Ukraine.

«Notre priorité immédiate est de soutenir les

efforts visant à désamorcer la situation», écrivent les ministres du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de France, du Canada, d'Allemagne, d'Italie et du Japon, dans un communiqué.

Mais «toute nouvelle agression militaire de la Russie contre l'Ukraine fera l'objet d'une réponse rapide et efficace», assure le groupe des sept grandes puissances présidé cette année par Berlin.

10h08

Le chancelier allemand Olaf Scholz demande des «signes immédiats de désescalade»

Le chancelier allemand Olaf Scholz a demandé lundi, à la Russie, des «signes immédiats de désescalade» avant de se rendre à Kiev, puis à Moscou, pour tenter de désamorcer la menace d'une invasion russe de l'Ukraine.

«Nous attendons de Moscou des signes immédiats de désescalade», a déclaré dans un tweet, Olaf Scholz, estimant qu'«une nouvelle agression militaire aurait de lourdes conséquences pour la Russie», qualifiant la situation de «toujours très très sérieuse».

Les autorités ukrainiennes ont quant à elles officiellement réclamé que la Russie s'explique sur le déploiement de dizaines de milliers de soldats aux frontières de l'Ukraine, ce à quoi elle s'est jusqu'ici refusée.

Avec ses rendez-vous à Kiev et au Kremlin,

Olaf Scholz suit de son côté les pas, la semaine dernière, du président français Emmanuel Macron, pour garder en vie l'espoir d'une solution diplomatique.

Le déplacement d'Olaf Scholz à Moscou est «probablement la dernière chance» d'obtenir la paix, a du coup jugé dimanche soir l'ambassadeur d'Ukraine en Allemagne, Andrii Melnik, sur la chaîne allemande Bild TV. «Nous avons le sentiment qu'une guerre devient de plus en plus inévitable», il faut se préparer «au pire», a-t-il dit.



09h44

La Bourse suisse tremble pour l'Ukraine dès lundi

La Bourse suisse accusait de lourdes pertes lundi dans les premiers échanges, suivant la tendance des principales autres places mondiales. La menace d'une invasion russe en Ukraine s'est accentuée durant le week-end.

De nombreux États ont appelé leurs ressortissants à quitter le pays et modifient ou réduisent la présence de leur personnel diplomatique. Le chancelier allemand Olaf Scholz

diale de la santé (OMS) une qualification préliminaire pour Actemra/Roactemra (tocilizumab), a indiqué le géant pharmaceutique vendredi soir. L'OMS confirmerait ainsi que le médicament présente les standards de qualité, de sécurité et d'efficacité pour le traitement d'adultes atteints d'une forme sévère du Covid-19.

Les autres poids lourds Novartis (-1,0%) et Nestlé (-1,1%) évoluaient au-dessus de l'indice. Parmi les principaux perdants du SMI figuraient Credit Suisse (-4,8%) et UBS (-3,9%).

08h25

Kiev exige une réunion urgente à Moscou

L'Ukraine a exigé une réunion urgente avec la Russie et les pays de l'OSCE, accusant Moscou de ne pas partager d'informations sur ses déplacements de troupes massifs à la frontière ukrainienne, au cœur d'une grave crise russo-occidentale.

Dans un communiqué publié dimanche soir, le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kouleba, a affirmé que la Russie avait ignoré une demande de Kiev concernant le Document de Vienne, un texte de l'OSCE qui promeut des mesures de transparence entre les forces armées des 57 pays membres de l'organisation.

«Nous passons à l'étape suivante. L'Ukraine convoque une réunion avec la Russie et tous les Etats membres (de l'OSCE) sous 48 heures pour évoquer le renforcement et les déplace-

ments des troupes russes le long de notre frontière et en Crimée occupée», a indiqué M. Kouleba.



AFP

06h34

Des risques de guerre en Europe élevés, selon un diplomate suisse

Avec les tensions autour de l'Ukraine, le risque de guerre n'a jamais été aussi élevé en Europe depuis trois décennies, estime le diplomate suisse Thomas Greminger, ancien secrétaire général de l'OSCE. La situation est «peu confortable», selon lui.

Le diplomate ne voit cependant aucun intérêt pour la Russie à mener des opérations militaires contre l'Ukraine. «Les coûts seraient tellement élevés que même une attaque mineure contre l'Ukraine n'aurait aucun sens», explique-t-il dans un entretien diffusé lundi par la «Neue Zuercher Zeitung».



Thomas Greminger, ancien secrétaire général de l'OSCE
AFP

Le président russe Vladimir Poutine, poursuit Thomas Greminger, est un chef d'Etat, qui pense et agit de manière rationnelle. Il reste néanmoins toujours le risque d'une provocation, comme une opération cachée sur la ligne de front dans le Donbass. «C'est là que le monde doit regarder de plus près».

Le diplomate note que la crise a un côté positif: on reparle de contrôle des armements, de prévention des incidents ou de plus de transparence dans les grandes manœuvres. «Pendant des années, on a tenté sans succès d'en débattre dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Maintenant, c'est sur la table».

Hier, 23h31

Boris Johnson prévoit de se rendre de nouveau en Europe cette semaine

Le Premier ministre britannique Boris Johnson compte se rendre de nouveau en Europe cette semaine pour poursuivre ses efforts diplomatiques en faveur d'une désesca-

lade dans la crise autour de l'Ukraine, ont fait

savoir ses services dimanche.

Dans les prochains jours, Boris Johnson parlera à d'autres dirigeants de la situation actuelle et prévoit de se rendre à nouveau en Europe vers la fin de la semaine. Il y a deux semaines, il s'était rendu à Kiev apporter son soutien à l'Ukraine.

Le dirigeant conservateur souhaiterait en particulier discuter avec les dirigeants des pays nordiques et baltes, après s'être entretenu la semaine dernière avec le secrétaire général de l'OTAN et les dirigeants des États-Unis, de la France, de l'Allemagne, du Canada, de l'Italie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Lituanie, des Pays-Bas et de l'UE.

Hier, 22h35

Zelensky invite Biden à se rendre à Kiev «dans les prochains jours»

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a invité dimanche le président américain Joe Biden à Kiev pour montrer le soutien de Washington face au risque d'une invasion russe.

«Je suis convaincu que votre visite à Kiev dans les prochains jours (...) serait un signal fort et contribuerait à stabiliser la situation», a déclaré la présidence ukrainienne, citant une déclaration de Volodymyr Zelensky à Joe Biden lors d'une conversation téléphonique entre les deux hommes plus tôt dans la journée.





AFP

Hier, 22h34

Le Canada retire des militaires d'Ukraine

Le Canada a décidé de «relocaliser temporairement» ailleurs en Europe une partie de son personnel militaire stationné en Ukraine, en raison de la situation dans la région, a annoncé dimanche le ministère canadien de la défense.

Le ministère précise dans un communiqué que ce repositionnement temporaire «d'éléments» de son contingent affecté à la formation de l'armée ukrainienne «ne signifie pas la fin de la mission» des militaires canadiens mais permet au Canada de «recentrer ses efforts tout en assurant la sécurité des membres des forces armées canadiennes».

Hier, 16h12

L'Allemagne envisage d'augmenter son aide économique à l'Ukraine

Le gouvernement allemand envisage d'augmenter son aide économique à l'Ukraine mais campe sur son refus de livraisons d'armes de

guerre, a indiqué dimanche une source gouvernementale à la veille d'une visite à Kiev du chancelier Olaf Scholz.

Berlin examine «si nous avons encore, sur le plan bilatéral, des possibilités en vue de contribuer à un soutien économique», a souligné cette source, au moment où les craintes d'une invasion russe imminente grandissent.

Depuis l'annexion de la Crimée en 2014 par Moscou, l'Allemagne est le pays qui a apporté l'aide financière bilatérale la plus importante à l'Ukraine, avec 2 milliards d'euros, auxquels s'ajoute une ligne de crédit de 500 millions d'euros, dont les deux-tiers environ ont été utilisés. L'aide de l'Union européenne vient en plus de cette aide bilatérale.

Dans une interview dimanche à la radio publique allemande, l'ambassadeur d'Ukraine à Berlin, Andrij Melnyk, a réclamé, lui, l'annonce d'un plan d'aide «de plusieurs milliards» d'euros, lors de la venue d'Olaf Scholz lundi à Kiev, avant un déplacement le lendemain à Moscou.

Et les deux pays restent à couteaux tirés sur la question des livraisons d'armes «létales», que Berlin continue de refuser en l'état à Kiev en se réfugiant derrière la politique suivie en la matière depuis la période nazie, consistant à ne pas en exporter dans les zones de conflit.

Hier, 16h11

Scholz met en garde contre des sanctions

«immédiates» en cas d'invasion

Le chancelier allemand Olaf Scholz a prévenu dimanche que les sanctions occidentales à l'égard de la Russie prendraient effet «immédiatement» en cas d'invasion de l'Ukraine par Moscou.



Olaf Scholz
Keystone

«En cas d'une agression militaire contre l'Ukraine, qui mettrait en danger sa souveraineté et son intégrité territoriale, cela conduirait à des sanctions dures, que nous avons préparées avec soin et que nous pouvons mettre en oeuvre immédiatement avec nos alliés en Europe et au sein de l'Otan», a déclaré Olaf Scholz, à la veille d'un déplacement à Kiev puis, mardi à Moscou.

Hier, 15h45

Le président ukrainien va parler à Joe Biden «dans les heures qui viennent»

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky va parler au téléphone à son homologue américain Joe Biden «dans les heures qui viennent» de la crise russo-occidentale autour de

l'Ukraine, a annoncé le porte-parole du président ukrainien Serguïï Nikiforov.



Volodymyr Zelensky

Keystone

«Volodymyr Zelensky discutera dans les heures qui viennent de la situation sécuritaire et des efforts diplomatiques en vue d'une désescalade avec le président américain Joe Biden», a annoncé le porte-parole sur Facebook.

Hier, 14h58

Pour le président allemand, Moscou est responsable du risque de «guerre» en Europe

Le chef de l'État allemand Frank-Walter Steinmeier a estimé dimanche que Moscou portait «la responsabilité» d'un risque de «guerre» en Europe du fait des tensions autour de l'Ukraine, à la veille d'une visite du chancelier Olaf Scholz à Kiev puis à Moscou.

«Nous sommes au beau milieu d'un risque de conflit militaire, de guerre en Europe orientale et c'est la Russie qui en porte la responsabi-

lité», a-t-il déclaré juste après sa réélection pour cinq ans à ce poste surtout honorifique.



Keystone

Hier, 14h56

Les appels à partir se multiplient en Ukraine

Face au spectre d'une invasion de l'Ukraine par la Russie, de nombreux Etats appellent leurs ressortissants à quitter le pays et modifient ou réduisent la présence de leur personnel diplomatique.

Parmi les pays qui ont déjà appelé leurs ressortissants à quitter l'Ukraine, figurent les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Canada, la Norvège, l'Estonie, la Lituanie, l'Australie, le Japon, Israël, l'Arabie Saoudite ou encore les Emirats arabes Unis.

La France déconseille de se rendre dans les zones frontalières du nord et de l'est, sans appeler ses ressortissants à en partir. La Roumanie, frontalière de l'Ukraine, «recommande vivement» à ses ressortissants d'éviter

les voyages dans ce pays et de «réévaluer la nécessité d'y demeurer» s'ils s'y trouvent déjà.



Keystone

Moscou a rappelé une partie de son personnel diplomatique, disant craindre des «provocations» adverses. Les Etats-Unis ont ordonné le départ de l'essentiel du personnel de leur ambassade américaine à Kiev, relevant qu'une offensive russe pouvait «commencer à tout moment». L'ambassade maintiendra une petite présence consulaire à Lviv (ouest de l'Ukraine).

Le Canada ferme temporairement son ambassade à Kiev et déplace également ses opérations dans un bureau temporaire à Lviv, tout comme l'Australie qui y évacue ses derniers diplomates encore en poste à Kiev.

Les institutions de l'Union européenne ont recommandé à leurs personnels non essentiels de la représentation à Kiev de partir pour télétravailler depuis l'étranger.

La Roumanie a décidé de retirer le personnel non essentiel de son ambassade à Kiev. Israël a décidé «d'évacuer les familles des diplo-

mates et du personnel de son ambassade».

Hier, 14h37

La Russie «inquiète» de la «relocalisation» de personnel de l'OSCE en Ukraine

La Russie est «inquiète» de la «relocalisation» de personnel de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en Ukraine, a déclaré la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova dimanche sur Telegram.



Maria Zakharova

«Ces décisions ne peuvent que nous inquiéter sérieusement», a ajouté Maria Zakharova, indiquant que l'OSCE aurait informé ses membres, dont la Russie, de la décision de certains pays de «redéployer leurs citoyens participant à la mission spéciale d'observation en Ukraine «en raison de la détérioration des conditions de sécurité»».

Hier, 13h17

L'Ukraine promet de laisser ouvert son

espace aérien malgré la menace russe

Le gouvernement ukrainien a promis dimanche de laisser son espace aérien ouvert malgré une menace d'invasion russe, selon une déclaration du ministère des Infrastructures.

«L'espace aérien au-dessus de l'Ukraine reste ouvert, l'Etat s'emploie à prévenir les risques pour les compagnies aériennes», a indiqué le ministère dans un communiqué publié sur Facebook. «La fermeture de l'espace aérien est un droit souverain de l'Ukraine et aucune décision n'a été prise dans ce sens».



Keystone

[Articles plus anciens](#)



Publié: 24.01.2022, 16h31

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

THÈMES

341 commentaires

ARTICLES EN RELATION

Abo [Pourparlers sur l'Ukraine](#)
«À Genève, la Russie veut rétablir sa zone d'influence face à l'OTAN»

Les envoyés de Moscou et Washington tentent ce lundi de désamorcer l'escalade des menaces. Analyse avec Alexandra Goujon, spécialiste de l'Ukraine.

10.01.2022



Abo [Conflit en U](#)
Comprendre l'escalade de la guerre entre la Russie et l'OTAN en 4

Genève, Bruxelles, Moscou, Washington : comment la guerre est-elle devenue russe pour l'Europe ? Que risque-t-elle pour l'Ukraine ?

11.01.2022



[La une](#) [E-paper](#) [Archives du journal](#) [Impressum](#) [CGV](#)
[Politique de confidentialité](#) [Abonnements](#) [Contact](#)

Tous les Médias de Tamedia